

CLIMAT • EMPLOIS • JUSTICE

Pacte vert néo-démocrate



CLIMAT • EMPLOIS • JUSTICE
Pacte vert néo-démocrate



Un message de la part d'Andrea Horwath	2
Le grand défi	5
Un investissement essentiel dans notre avenir	7
Réconciliation	8
Des emplois garantis	9
Amener l'Ontario vers une économie à zéro émission	15
Changer notre façon de nous déplacer : transformer les transports	18
Changer de sources d'énergie	22
Protéger notre eau et nos espaces verts	23
Réduire le gaspillage	26
Protéger la santé des gens	27
Encourager la résilience face à la crise climatique	28
Autonomie gouvernementale des Autochtones en Ontario	30
La résilience à travers l'Ontario	31
Conclusion	32

Un avenir plein d'espoir et de promesse : un message de la part d'Andrea Horwath

Chères amies,
Chers amis,

L'avenir peut être plein de promesse et d'espoir.

Imaginez un Ontario prospère et en santé, où les gens n'aient pas à faire des pieds et des mains pour remplir leur frigo ou pour payer leur loyer. Imaginez un Ontario où il y aurait des emplois payants et stables pour tout le monde.

Où les gens puissent vivre, travailler et jouer librement, en profitant pleinement des beaux lacs de l'Ontario, de ses forêts, de ses terres agricoles, sachant que notre province aura fait sa part dans le combat contre la crise climatique.

Où, pour nous déplacer, nous ferions usage de moyens de transport à bas coût et à faibles émissions, dont un réseau ferroviaire qui connecterait les Ontarien·nes des centres urbains aux villes et aux municipalités de partout dans la province, y compris aux communautés du Nord de l'Ontario. Où l'Ontario serait un leader dans la production de véhicules électriques et d'autres technologies faibles en carbone et de première importance. Où nous puissions utiliser une énergie propre, fiable et abordable, et où chaque édifice corresponde aux plus hautes normes écoénergétiques.

Où les parents puissent être tranquilles, sachant que leurs enfants reçoivent l'éducation et la formation qu'il leur faut pour intégrer un marché du travail en plein changement — et cela, sans crouler sous les dettes. Où les aînés de l'Ontario bénéficient de tout notre appui et où personne ne soit laissé pour compte.

Imaginez que nous élaborerions nos politiques environnementales en respectant le savoir autochtone et les connaissances traditionnelles en matière d'écologie, les combinant avec les avancées les plus novatrices de la science actuelle — ce qui rendrait possibles de meilleurs processus décisionnels concernant les terres et les ressources naturelles. Le savoir autochtone englobe tout le vaste éventail du savoir, des pratiques, et des croyances des communautés autochtones de l'Ontario.

Imaginez un Ontario qui priorise la santé et la prospérité des gens ordinaires, non pas les profits des ultrariches.

La crise climatique est un défi mondial sans précédent, mais en même temps une occasion unique pour changer de vitesse et pour revitaliser notre économie tout en nous attaquant aux crises interconnectées de l'injustice raciale et de l'inégalité des richesses. Nous pouvons matérialiser cette vision et nous nous devons de ce faire.

La COVID-19 a causé des pertes d'emplois dévastatrices pour des milliers d'Ontarien·nes. Le NPD estime qu'une relance post-pandémie, afin d'être juste, doit renforcer la santé publique de l'Ontario tout en générant, pour notre temps et pour les générations à venir, des millions de nouveaux emplois, payants et durables.

Nous comprenons bien que la reconstruction de notre économie après la COVID-19 est l'occasion de réparer des iniquités sociétales de longue date, en créant des emplois stables qui permettent aux gens d'élever une famille. Nous avons ainsi la chance d'ouvrir de nouveaux horizons de possibilités économiques et de carrière aux personnes ayant été longtemps marginalisées à cause du racisme, du sexisme, du classisme, du capacitisme, tout en nous assurant que notre économie est résiliente face aux désastres futurs.

La COVID-19 a mis en lumière les nombreuses et criantes iniquités de notre société, et aussi dévoilé l'impact d'une crise mondiale sur notre économie, sur notre système de santé, et sur notre réseau de services sociaux. Nous avons vu des propriétaires de PME perdre leur gagne-pain pendant que les grandes surfaces engrangeaient des profits sans précédent. Nous avons vu des travailleuses et travailleurs essentiels peiner à joindre les deux bouts, parce que le gouvernement refusait de leur garantir une rémunération décente. Nous avons vu des milliers de nos aînés perdre la vie pendant que les grands exploitants de foyers de soins de longue durée à but lucratif amassaient des profits massifs. Nous avons vu les communautés marginalisées et à faible revenu le plus durement touchées par le virus.

Nous avons aussi vu des Ontarien·nes se mobiliser pour aider leurs voisins et leurs familles, et faire d'énormes sacrifices pour s'assurer que, tou·tes ensemble, nous surmonterons cette rude épreuve. La crise climatique est le plus grand danger auquel notre monde fait face, mais j'ai confiance qu'elle représente aussi l'occasion d'accomplir la transition vers une économie plus propre, plus efficace et plus durable, qui participe à bâtir l'équité et à mobiliser les compétences et l'inventivité des Ontarien·nes.

Pour accomplir tout cela, nous aurons besoin d'un leadership fort, et d'un plan ambitieux et réaliste.

Voilà pourquoi un gouvernement NPD s'engage à remplir les promesses d'un *Pacte vert néo-démocrate (PVND)* pour l'Ontario à partir de 2022, en garantissant à l'ensemble des travailleurs et travailleuses de l'Ontario des millions d'emplois payants et munis d'avantages sociaux. Dans le cadre de ce même Pacte, nous nous fixons des cibles audacieuses en matière de réduction des émissions, qui correspondent aux plus ambitieuses cibles fixées dans le cadre de l'Accord de Paris.

Un gouvernement NPD travaillera avec tou·tes les Ontarien·nes pour amener notre province à zéro émission et pour en accomplir la transition vers des formes d'énergie plus propres. Nous nous battons pour les gens de l'Ontario, non pas pour les groupes de pression des grandes compagnies et des ultrariches. Nous

ferons usage d'innovations technologiques, d'investissements stratégiques, de règlements judicieusement conçus, ainsi que de l'inventivité et de la force de travail des Ontarien-nes, afin de réduire les émissions, afin de créer des millions d'emplois, et afin de rendre la vie plus abordable pour les familles et pour les jeunes qui débudent dans la vie.

À mesure que nous avançons vers un avenir prospère, juste et durable, nos actions seront puissamment ancrées dans nos valeurs fondamentales : équité, abordabilité, réconciliation.

Ensemble, nous pouvons bâtir une société plus propre, plus saine et plus équitable ici, en Ontario. Où personne ne soit laissé pour compte, et où la santé et la prospérité des générations futures soient garanties.

Ensemble, mettons-nous au travail !

A handwritten signature in black ink, reading "Andrea Horwath". The signature is fluid and cursive, with a large loop at the end of the last name.

Andrea Horwath
Chef du NPD de l'Ontario

Le grand défi

Les scientifiques sont formel·les : l'échelle et l'urgence de la crise climatique veulent dire qu'il nous faut agir maintenant pour éviter les pires effets du changement climatique.

Beaucoup d'Ontarien·nes s'inquiètent pour leur avenir. La santé financière de leur famille est une préoccupation constante ; la peur que leurs enfants et petits-enfants puissent ne pas avoir accès à l'air frais, à l'eau potable et aux majestueux espaces naturels dont ont bénéficié les générations précédentes se fait de plus en plus pressante. Beaucoup de jeunes craignent les conséquences environnementales, économiques et sociales d'une crise climatique qu'ils n'ont pas créée, mais qu'ils hériteront.

Chaque Ontarien·ne, sans exception, mérite un avenir sain et prospère.

L'Ontario ressent déjà l'impact du changement climatique. Nous assistons à des événements météorologiques de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses – des inondations, des feux de forêt, des tempêtes, de la sécheresse, qui menacent la vie des personnes, détruisent les infrastructures et nuisent à notre stabilité économique. L'impact des changements climatiques est particulièrement dur pour les communautés rurales, pour les gens de la classe ouvrière, pour les Autochtones, pour les communautés de couleur, pour les communautés migrantes et pour d'autres groupes marginalisés.

L'inaction du gouvernement libéral précédent, et le programme destructeur, éhontément anti-environnement, de Doug Ford, ont laissé pour compte les Ontarien·nes et ont mis en péril notre avenir.

Les Ontarien·nes méritent un gouvernement qui les protège, avec des idées audacieuses pour transformer notre façon de bâtir et de nous déplacer, ainsi qu'avec une garantie d'emplois payants pour toutes et tous, afin de nous assurer que notre vision se matérialisera.

Les jeunes Ontarien·nes doivent savoir que nous ne les abandonnerons pas, et que nous nous attaquerons à la crise climatique sans tarder.

Nos valeurs fondamentales :

- **L'ÉQUITÉ** : La transition vers une économie à zéro émission doit être juste et équitable. Chaque personne mérite sa part dans la prospérité et dans les possibilités engendrées par cette transition. Les personnes noires, autochtones et racisées ont souffert le plus et profité le moins des conditions qui ont conduit à la crise climatique. Un gouvernement NPD travaillera pour s'attaquer aux causes profondes de cette injustice, dont le racisme environnemental fait partie

intégrante. Nous recourrons au prisme de la justice environnementale pour tous les programmes et pour toutes les politiques que nous mettrons en œuvre, en nous assurant de ne laisser pour compte aucune communauté, aucun secteur économique, aucun groupe. Nous nous assurerons que les intérêts de ceux et celles qui ont été exclu·es, y compris des Ontarien·nes à faible revenu, des gens de la classe ouvrière, des femmes, des jeunes Noir·es, Autochtones et gens de couleur, sont reflétés dans nos politiques et dans nos priorités.

- **ABORDABILITÉ** : Nous devons rendre la vie plus abordable pour les gens ordinaires de la province. La lutte contre la crise climatique ne doit pas se mener aux dépens d'une vie abordable pour les familles. Au contraire : agir maintenant permettra d'améliorer la qualité de vie des Ontarien·nes aujourd'hui, ainsi que pour les années et décennies à venir.
- **RÉCONCILIATION** : Nous nous engageons à travailler pour une réconciliation réelle et véritable. Cela prendra bien plus que des gestes symboliques de la part des gouvernements. Cela prendra de la bonne foi, des mesures concrètes et consciencieuses, et du respect à l'égard des traités. À mesure que nous nous dirigerons vers une économie à zéro émission, le NPD s'engage à s'assurer que nos actions prennent en compte le savoir autochtone traditionnel. Nous nous sommes engagé·es à respecter nos responsabilités solennelles découlant des traités et à baser nos actions sur de véritables relations de gouvernement à gouvernement. Nous nous assurerons que nos actions s'accordent avec la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (DNUDPA), avec les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, ainsi qu'avec les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Nos engagements

- Amener l'Ontario vers une économie à zéro émission de carbone
- Changer notre façon de nous déplacer : transformer les transports
- Change notre façon de bâtir : programme de rénovation
- Des emplois garantis
- Changer de sources d'énergie
- Protéger notre eau et nos espaces verts
- Réduire le gaspillage
- Protéger la santé des gens
- Encourager la résilience face à la crise climatique



Un investissement essentiel dans notre avenir

Le NPD pense qu'un avenir prospère et en santé pour toutes les Ontariennes vaut bien l'investissement.

En clair, lorsqu'il s'agit de la crise climatique, l'inaction serait beaucoup plus coûteuse que les investissements qu'il nous fait faire maintenant pour rendre l'avenir plus sécuritaire et plus prospère.

Selon les meilleures estimations, si l'on laisse la température moyenne de la planète augmenter jusqu'aux niveaux prévus actuellement, le coût de la crise climatique pour l'Ontario pourrait augmenter de 5 milliards par an aujourd'hui à plus de 41 milliards de dollars.

Pour éviter un tel résultat, il nous faut faire des investissements essentiels. Pour financer le Pacte vert néo-démocrate, un gouvernement formé par le NPD de l'Ontario redirigera les dépenses, générera une nouvelle variété de flux de revenus, mettra en place une tarification équitable du carbone, et un système d'emprunt juste. Les emplois et les investissements centraux à notre plan généreront une dynamisation économique remarquable, qui se matérialisera dans une croissance du PIB et des recettes fiscales. Notre système de tarification équitable du carbone mettra les grands pollueurs devant leurs responsabilités, les obligeant à payer pour leurs émissions. Les Ontariennes à faible et moyen revenu ne seront pas mis à contribution pour épauler le coût du combat contre la crise climatique.

Nous veillerons à ce que nos partenaires du fédéral fassent leur juste part en fournissant un financement et des appuis supplémentaires, car ensemble nous pouvons prendre à bras le corps l'un des plus grands défis de notre temps.

Le prix de l'inaction est exorbitant. On estime que le Pacte vert néo-démocrate créera 100 000 emplois au cours des huit prochaines années – et cela rien que dans le cadre du programme de rénovation écoénergétique, avec un total d'un million de nouveaux emplois créés pendant la durée de déploiement du plan. Le plan va aider les Ontariennes à épargner une somme avoisinant les 40 milliards de dollars par année – et cela rien que dans les coûts associés aux catastrophes reliées au changement climatique, tels que les incendies et les inondations.

Dans le premier mandat d'un gouvernement NPD, on estime qu'une somme de 40 milliards de dollars en nouveaux investissements sera requise pour financer de telles initiatives comme l'amélioration du transport en commun, des investissements dans les rénovations et les infrastructures, de la formation et du placement professionnels, ainsi que des appuis pour les communautés négativement affectées

par le changement climatique. Cela est en sus du total estimé à 31 milliards de dollars déjà consacré à ces programmes. Le financement pour ces nouveaux investissements viendra de deux sources principales : la tarification du carbone et les obligations d'épargne vertes.

Le filet de sécurité fédéral sur la tarification du carbone exige que les provinces utilisant leurs propres programmes de tarification génèrent des réductions d'émissions égales ou supérieures aux réductions qu'y engendrerait le programme fédéral. Notre plan de tarification équitable du carbone dépasserait les cibles de réduction fixées par le gouvernement fédéral et générerait des revenus estimés égaux à ceux que le programme fédéral générerait en Ontario – à savoir, un total de revenus aux alentours de 30 milliards entre 2022 et 2026.

Outre les 30 milliards de dollars en revenus découlant du programme de plafonnement et d'échange, un gouvernement NPD générerait, entre 2022 et 2026, 10 milliards supplémentaires dans le cadre du programme d'obligations vertes existant – à savoir, un peu plus de 2 milliards supplémentaires par rapport à ce que le gouvernement actuel génère à travers ce programme.

Les 40 milliards générés grâce à ces deux sources de revenus financeraient les nouveaux investissements avoisinant les 40 milliards, investissements qu'un gouvernement NPD entend faire dans son premier mandat. Bien que des investissements encore plus considérables puissent sembler souhaitables, la reprise économique après la pandémie, ainsi que la reconstruction de nos systèmes de santé, des soins à domicile et des soins de longue durée nécessitent un début plus modéré. À mesure que l'économie se rétablit et que les sources de revenus fournissent les fonds nécessaires, les investissements prendront de l'ampleur avec le temps.

Réconciliation

Nous reconnaissons que les Autochtones ont souffert de manière disproportionnée des conséquences de la crise climatique. Le Nord du Canada se réchauffe deux fois plus vite que le reste du pays et les Premières Nations, Inuit et Métis sont toujours privés d'accès à des sources d'alimentation traditionnelle. Beaucoup de communautés n'ont toujours pas accès à de l'eau potable.

Avant toute chose, un gouvernement NPD reconnaîtra et honorera le fait que le respect envers le savoir et la souveraineté autochtones est essentiel dans la lutte contre les changements climatiques.

La réconciliation avec les peuples autochtones et la reconnaissance de leurs droits inhérents, ainsi que des titres et des droits découlant des traités, doivent être au cœur de notre combat contre les changements climatiques. Nous nous engageons à poursuivre une réconciliation réelle et véritable, qui exige bien plus que des gestes symboliques de la part des gouvernements. Cela demande de la bonne foi et des

mesures concrètes. À mesure que nous nous dirigeons vers une économie à zéro émission de carbone, nos actions doivent prendre racine dans le savoir traditionnel autochtone, dans notre respect solennel des responsabilités découlant des traités, et dans de véritables relations de gouvernement à gouvernement.

Nos actions doivent s'accorder avec la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (DNUDPA), avec les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, ainsi qu'avec les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Les néo-démocrates reconnaissent le savoir unique et le rôle vital en matière de gouvernance des nations et des peuples autochtones, en tant que peuples d'origine et custodes de leurs territoires. Nous reconnaissons que les communautés autochtones sont chaque jour en première ligne du combat contre les changements climatiques, et que les peuples autochtones sont le mieux placés pour protéger la diversité culturelle et biologique à travers le contrôle de leur territoire.

Pour être couronné de succès, tout plan climatique se doit d'inclure, dès le premier jour, les peuples autochtones comme partenaires à part entière. Les peuples autochtones doivent pouvoir entrer dans une véritable relation de gouvernement à gouvernement avec l'Ontario, faire part de leur savoir autochtone lorsqu'il s'agit du développement et de la mise en œuvre des politiques et des programmes environnementaux, et bénéficier de manière équitable des investissements et de la création d'emplois.

En travaillant avec les nations et partenaires autochtones, nous nous assurerons que ceux et celles que les politiques gouvernementales précédentes ont laissés pour compte auront désormais accès aux appuis et aux horizons de possibilité qu'il leur faut pour prospérer, à mesure que nous avançons ensemble vers un avenir plus juste, plus durable et plus florissant.

Des emplois garantis

Les travailleurs et travailleuses industriel·les, ainsi que les gens de métier qualifiés ont une valeur inestimable pour l'économie de l'Ontario. Et pourtant, ici même en Ontario, bien d'entre eux, surtout parmi les jeunes, ont le plus grand mal à trouver des emplois stables et payants.

La crise climatique est à la fois un péril existentiel massif et une occasion de nous mobiliser, afin que notre transition vers une économie à zéro émission de carbone génère plus d'un million de bons emplois en Ontario, avec des salaires qui permettent aux gens d'élever une famille. L'avancée vers une économie plus verte demandera des gens de métiers qualifiés en tout genre, des arboristes aux électriciens, en passant par les spécialistes en tuyauterie, les installateurs de

panneaux solaires, et les tôleurs. Nous aurons besoin de gens qui conçoivent l'infrastructure de l'avenir, qui développent de nouvelles technologies vertes, et qui font avancer l'économie vers zéro émission.

En plus de créer de millions de bons emplois, un gouvernement NPD établira des partenariats avec le secteur de l'industrie comme avec le secteur syndical, pour s'assurer que quiconque veut apprendre un métier qualifié puissent accéder à l'éducation, à la formation et au placement professionnel dont ils ont besoin.

Nous allons former et appuyer de nouvelles générations de travailleuses et travailleurs, ainsi que des travailleurs et travailleuses à tout autre stade de leur carrière, dont les secteurs sont en voie de remplacement par de nouvelles technologies. Nous ferons ouvrir des centres de recrutement à gestion communautaire pour les métiers qualifiés, en employant des travailleurs et travailleuses se départant des secteurs industriels traditionnels.

Nous rendrons la formation professionnelle accessible à l'échelle de la province, en amenant les possibilités de développement professionnelles dans les régions mêmes où les Ontariens habitent, y compris auprès des collèges et des établissements de formation du Nord de l'Ontario. Nous appuierons aussi les centres d'emploi et de formation gérés par les communautés.

Nous travaillerons avec les universités, avec les collèges et avec les employeurs pour financer et accélérer le processus de transition des travailleurs et travailleuses d'expérience, et offrir des bourses de formation pour les programmes visant à élargir l'économie à zéro émission.

Notre plan ne laissera personne de côté. Nous nous concentrerons sur le recrutement et la formation de personnes issues des communautés marginalisées, et trop souvent exclues des métiers qualifiés, y compris les femmes, les personnes racisées et les Autochtones.

Nous créerons aussi les premières Jeunes Brigades vertes de l'Ontario. Suivant le modèle couronné de succès d'autres juridictions, les Jeunes Brigades vertes de l'Ontario offriront aux jeunes Ontariens l'occasion d'acquérir une expérience pratique en restaurant et en stimulant le développement des espaces verts de l'Ontario, tout en accumulant des connaissances, des compétences, un salaire équitable, et un crédit de frais de scolarité postsecondaire.

Un secteur manufacturier vert

Les travailleurs et travailleuses du secteur manufacturier ontarien sont vitaux pour une économie robuste.

Il s'agit en effet d'un secteur crucial pour que l'Ontario parvienne à bâtir une économie à zéro émission. Pour être couronnée de succès, une telle transition doit adapter les secteurs industriels existants, de sorte qu'ils fournissent des produits novateurs et offrent aux travailleurs et travailleuses des emplois payants et syndiqués.

Un gouvernement NPD s'assurera que le secteur industriel prend son essor et prospère – y compris à travers la production des biens dont nous aurons de plus en plus besoin, dont des batteries, des panneaux solaires, des composantes pour les turbines, ainsi que pour les systèmes d'éclairage et d'isolation.

Nous travaillerons avec la Chambre de commerce de l'Ontario, ainsi qu'avec d'autres représentants du secteur industriel, afin de mettre en œuvre une dépréciation accélérée de certaines améliorations des usines et de l'équipement. Nous investirons une partie du revenu généré par le plafonnement et l'échange dans des programmes et dans des technologies qui aident les industries à haute consommation d'énergie et particulièrement vulnérables aux dynamiques commerciales mondiales à devenir plus concurrentielles et à s'adapter aux produits dont notre nouvelle économie a besoin.

L'industrie automobile

L'Ontario n'occuperait pas la place qu'il occupe aujourd'hui sans notre industrie automobile.

Pendant plus de 100 ans, la construction d'automobiles, de pièces détachées et leur assemblage ont constitué la fondation de notre économie. Des générations entières d'Ontariens ont été au cœur de cette industrie essentielle, élevant des familles et bâtissant des communautés robustes grâce à des emplois payants et stables. Aujourd'hui encore, l'industrie automobile est le premier secteur exportateur du Canada.

Depuis quelques années, le déclin du secteur automobile, tout comme les annulations de quarts de travail et les pertes d'emplois, se sont avérés dévastateurs pour plein de communautés à travers la province, et notamment au sud-ouest de l'Ontario. Les gouvernements ont tourné le dos au secteur automobile ainsi qu'aux nombreux travailleurs et travailleuses dont il est le gagne-pain.

Le NPD de l'Ontario a une vision pour restaurer le secteur de l'industrie automobile et pour ramener des dizaines de milliers de bons emplois, en nous assurant que les travailleurs et travailleuses du secteur manufacturier et de l'assemblage pourront à nouveau prospérer en Ontario.

Notre plan permettra de remplir les cibles ambitieuses que nous nous sommes fixées en matière de réduction des émissions. Et notre plan garantira que l'économie ontarienne est en bonne position pour réussir dans l'économie à zéro émission de l'avenir. Pour y parvenir, un gouvernement NPD mettra en application la toute première Stratégie VZE (véhicules à zéro émission), appuyant ainsi le secteur automobile à mesure qu'il accomplit la transition de la fabrication de voitures équipées principalement de moteurs à combustion interne à des VZE. En étroite collaboration avec les travailleurs et travailleuses du secteur automobile, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, nous mettrons en place des politiques qui garantissent que les travailleuses et travailleurs d'expérience et hautement qualifiés du secteur automobile reprennent de l'emploi, avec des postes stables et syndiqués.

Notre stratégie VZE fera augmenter notre utilisation de VZE et appuiera la fabrication et l'assemblage desdits véhicules ici en Ontario. Nous prendrons toutes les mesures possibles pour nous assurer que le secteur automobile, de la fabrication – y compris celle de pièces détachées – à l'assemblage, connaît une véritable renaissance ici, en Ontario, de sorte qu'aucun-e travailleur, travailleuse ou communauté ne soit laissé-e pour compte.

Changer notre façon de bâtir : des emplois payants et sécuritaires

Les bâtiments sont le deuxième plus grand émetteur de gaz à effet de serre (GES) en Ontario.

En rénovant les bâtiments afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, nous pourrions réduire les émissions et créer des économies considérables pour les Ontariens·nes. Selon les meilleures estimations, chaque 1 \$ investi dans la conservation de l'énergie génère 4 \$ en activité économique.

En investissant dans les rénovations vertes, entre 2022 et 2030, l'Ontario pourrait voir plus de 15,2 milliards de dollars s'ajouter à notre budget annuel, ce qui devrait créer près de 100 000 nouveaux emplois chaque année.

Le NPD de l'Ontario va mettre en place un ambitieux plan de rénovation verte des bâtiments. Avec pour but la rénovation verte d'au moins 5 % des bâtiments ontariens par an, nous ferons rénover les bâtiments existants afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, et pour nous assurer que les nouveaux bâtiments correspondent aux normes écoénergétiques internationales.

D'ici 2030, nous nous engageons à exiger que tous les nouveaux bâtiments publics, résidentiels et commerciaux, se conforment aux normes de zéro émission.

Notre programme réduira les émissions des immeubles à travers trois voies distinctes :

1. **LES BÂTIMENTS PUBLICS :** le NPD estime que les gouvernements doivent donner l'exemple et réduire drastiquement les émissions de GES des bâtiments publics – bureaux, hôpitaux, écoles, collèges, universités, installations culturelles et centres communautaires compris. Un gouvernement NPD de l'Ontario travaillera pour faire rapidement réduire les émissions des bâtiments du secteur parapublic pour parvenir à zéro émission d'ici 2030. L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments du secteur public et parapublic permettra aux contribuables d'épargner au moins 112 millions de dollars par an et réduira les émissions de 250 000 tonnes annuellement, tout en créant des milliers de bons emplois.
2. **CODE DU BÂTIMENT :** En rénovant les édifices existants afin d'améliorer notre efficacité énergétique, nous devons aussi nous assurer que les nouvelles constructions sont aussi écoénergétiques que possible. D'ici 2030, les néo-démocrates s'engagent à s'assurer que tous les édifices nouvellement bâtis pour le compte du secteur public et parapublic, résidentiels et commerciaux, sont construits selon les plus hautes normes écoénergétiques, et fonctionnent à zéro émission.
3. **BÂTIMENTS PRIVÉS :** D'ici 2030, un gouvernement NPD réduira de moitié les émissions pour les édifices résidentiels et ICI (industriels, commerciaux et institutionnels). Ces changements représenteront, pour le contribuable moyen, des économies de centaines de dollars par an en factures d'électricité réduites. D'ici 2050, tous les édifices ICI de l'Ontario seront rénovés de telle sorte qu'ils fonctionnent à zéro émission.

Nous entreprendrons un inventaire exhaustif des mesures de conservation d'énergie pour identifier les options de rénovation les plus écoénergétiques et pour étudier la viabilité d'un déploiement rapide de rénovations en profondeur pour les édifices du secteur parapublic, pour les logements sociaux, et pour certains immeubles de grande hauteur.

Nous mettrons sur pied une entité « à guichet unique » pour la planification écoénergétique – conservation comprise –, pour la promotion et l'exécution du programme, et pour le financement de départ.

Nous mettrons tout de suite en œuvre un programme de formation professionnelle à grande échelle, pour nous assurer de disposer des spécialistes et de la main-d'œuvre qualifiée pour atteindre nos cibles en matière de rénovation écoénergétique, en créant par là même des milliers d'emplois payants. Ces programmes recruteront activement et appuieront les communautés et les personnes insuffisamment représentées dans les métiers qualifiés, dont les femmes, les Noires, les Autochtones et les gens de couleur.

Les technologies propres

La main-d'œuvre qualifiée de l'Ontario, ainsi que nos nombreuses écoles postsecondaires et nos centres de recherche régionaux, nous placent en bonne position pour être un leader national dans le domaine des technologies propres. Les gouvernements libéraux et conservateurs n'ont pas su profiter de cette chance ; actuellement, les technologies propres représentent à peine 3 % du PIB ontarien et 138 460 emplois.

Un gouvernement NPD procédera à une augmentation massive des investissements et des appuis pour les technologies propres. Nous établirons un partenariat avec l'Association ontarienne pour l'industrie des technologies propres (OCTIA), avec les universités, les collèges, les municipalités, avec les Premières Nations et avec des compagnies privées qui fabriquent des produits novateurs, que ce soit dans le domaine des soins de santé, de l'énergie renouvelable, du traitement des déchets, des transports, ou d'autres secteurs relevant des technologies propres.

Nous examinerons les meilleurs moyens de mettre en œuvre une dépréciation rapide en faveur des technologies propres, encourageant les investissements dans ce secteur.

Nous établirons la première Banque des technologies propres de l'Ontario, financée par les fonds découlant du programme de plafonnement et d'échange, afin d'appuyer, d'exporter, et d'adopter des produits, des services et des idées qui réduiront nos émissions, augmenteront l'équité, et généreront à la fois des emplois et une augmentation du PIB en Ontario. La Banque des technologies propres de l'Ontario sera conseillée par un conseil d'administration non-partisan, composé notamment d'expert-es dans le domaine des technologies propres, qui s'assureront que les investissements sont transparents et visionnaires.

Appuyer une économie qui valorise le secteur des soins

La pandémie a mis en lumière le travail essentiel accompli par celles et ceux qui œuvrent dans le secteur des soins. Les travailleurs et travailleuses de la santé, les préposé-es aux bénéficiaires, ainsi que les personnes qui travaillent dans les garderies, sont essentiels lorsqu'il faut soigner les plus vulnérables de nos proches, de protéger la santé publique et de faire avancer l'économie.

Les personnes qui travaillent dans le secteur des soins sont principalement des femmes, des gens racisés, et des gens de couleur. Les libéraux ont sous-financé les soins de santé et les soins de longue durée pendant des décennies. Pendant la pandémie, le gouvernement Ford a laissé tomber ces travailleurs et travailleuses de la santé, en refusant de suivre les conseils des expert-es et du NPD, qui l'exhortaient à embaucher plus de préposé-es aux bénéficiaires dans les soins de longue durée, de faire de leurs emplois des emplois à temps plein et de leur offrir une hausse salariale permanente, afin que ces travailleurs et travailleuses soient rémunéré-es dignement.

Un gouvernement NPD commencera tout suite à recruter, à former et à embaucher 10 000 préposé·es aux bénéficiaires, fera de leurs emplois des emplois à temps plein, munis d'avantages sociaux, et leur fournira un salaire décent. Nous éliminerons la chasse aux profits des soins de longue durée, afin que les vies des gens aient priorité sur les bénéfices engrangés par les grands exploitants.

Nous nous attaquerons à la pénurie d'infirmiers et infirmières de l'Ontario, et nous répondrons aux besoins de plus d'éducatrices à la petite-enfance et d'une meilleure paie dans le secteur des garderies.

Amener l'Ontario vers une économie à zéro émission

Les Ontarien·nes ressentent déjà les effets de la crise du climat. Nous avons vu une augmentation du nombre d'événements météorologiques extrêmes : des inondations, des tempêtes qui fracassent tous les records, de la sécheresse et des vagues de chaleur. Les espèces locales sont à risque, de même que nos ressources d'eau douce, qui dépendent de températures fraîches et de zones tampon telles que les terres humides et boisées.

Les gens ont pu voir leurs propriétés subir des dommages sans précédent. Dans les dernières décennies, les dommages assurés, tant pour les propriétés que pour les infrastructures, ont augmenté de manière spectaculaire – de 750 %.

Les scientifiques sont formels : si nous ne limitons pas l'augmentation de la température globale à 1,5 degrés Celsius, nous subirons les conséquences d'un changement climatique catastrophique. Pour éviter un tel scénario, nous devons réduire drastiquement nos émissions globales de GES d'ici 10 ans, et parvenir à zéro émission d'ici 2050.

En matière de réduction des émissions de GES, un gouvernement NPD établira des cibles ambitieuses et atteignables, en conformité à la fois avec la science actuelle et avec le savoir autochtone.

Le système libéral de plafonnement et d'échange jouait en faveur des grandes entreprises et plaçait un fardeau injuste sur les familles à faible revenu, sur les familles rurales et sur les familles du Nord. Les conservateurs de Doug Ford ont enfreint les normes de protection environnementales et se sont passés des consultations publiques et municipales, permettant ainsi à leurs fortunés développeurs d'amis de couler du ciment sur nos précieux espaces verts.

Les libéraux comme les conservateurs ont laissé l'écart de richesse du Canada se creuser à un rythme effréné. Beaucoup ont pu s'enrichir en exploitant l'environnement.

Un gouvernement NPD mettra les grands pollueurs devant leurs responsabilités et mènera l'Ontario vers une économie à zéro émission, tout en s'assurant que les Ontarien·nes ordinaires ne sont pas injustement ciblé·es par cette transition vers des formes d'énergie plus propre.

L'atteinte de l'objectif zéro émission de GES veut dire éliminer de l'atmosphère autant de carbone et d'autres GES que nous y rejetons. Dans un scénario à zéro émission, les émissions issues de la production d'acier et de béton seront compensées par des mesures qui élimineront ou captureront le carbone ou d'autres GES de l'atmosphère. Ces mesures comprennent la plantation d'arbres, la restauration des terres humides, et la mise en application de certaines pratiques agricoles.

Pour parvenir à zéro émission, un gouvernement néo-démocrate de l'Ontario prendra les mesures suivantes :

Réduire les émissions de GES de l'Ontario d'au moins 50 % sous les niveaux de 2005, d'ici 2030, et atteindre la cible de zéro émission d'ici 2050. Ces cibles correspondent à celles indiquées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et aux aspects les plus ambitieux de l'Accord de Paris.

Inscrire nos cibles de réduction des GES, ainsi que les objectifs intérimaires, dans la loi. Nous recourrons à un procès de comptabilisation du carbone pour nous assurer d'atteindre nos cibles de 2030 et de 2050, en consultation avec les scientifiques spécialistes du climat, avec les travailleurs et travailleuses, avec les secteurs industriels et avec d'autres expert·es.

Restaurer les pouvoirs de la ou du Commissaire à l'environnement de l'Ontario, et leur donner le pouvoir de mener des vérifications annuelles et indépendantes du progrès accompli par l'Ontario quant à nos cibles environnementales.

Investir dans des solutions de transport faibles en carbone, afin de réduire les émissions et d'alléger les congestions routières.

Obliger les grands pollueurs à payer pour leurs émissions, et employer les fonds ainsi récoltés à financer des politiques et des programmes qui aident l'Ontario à atteindre sa cible de zéro émission, tout en s'assurant que les Ontarien·nes qui triment dur dans les zones rurales, dans les métiers, et dans les secteurs industriels ne seront pas injustement pénalisés·es.

En consultation avec les industries, avec les municipalités, avec les Premières Nations et avec les communautés de partout à travers la province, un gouvernement NPD développera un nouveau système de plafonnement et d'échange, plus équitable, afin de remplacer le soutien fédéral pour la réduction du carbone en Ontario.

Plafonnement et échange

À la différence d'autres systèmes de tarification du carbone, le système de plafonnement et d'échange garantit que les cibles établies et atteintes en matière de réduction des émissions sont ambitieuses.

Le NPD de l'Ontario estime que les pollueurs devraient payer pour les émissions qu'ils produisent ; la tarification du carbone est un outil important pour aider à réduire les émissions de GES en s'assurant que les pollueurs sont mis devant leurs responsabilités.



Notre système de plafonnement et d'échange permettra de s'assurer que le milieu concurrentiel est équitable pour les industries locales ontariennes. Nous limiterons les allocations gratuites aux industries qui n'ont pas le choix de consommer beaucoup d'énergie et qui se trouvent particulièrement exposées aux aléas des dynamiques commerciales. De cette façon, nous obtiendrons des réductions d'émissions maximales sans nuire aux exportateurs ontariens.

Nous permettrons aux participants à la bourse du carbone d'acheter une quantité limitée de crédits de carbone pour des projets de compensation crédibles uniquement en Ontario.

Notre plan fera en sorte qu'au moins 25 % des revenus découlant de la bourse du carbone soient utilisés pour venir en aide aux familles à faible revenu, aux familles des zones rurales et aux familles du Nord de l'Ontario, ainsi que pour venir en aide aux industries ayant souffert de manière disproportionnée pour cause de tarification du carbone, dont les industries vulnérables aux aléas des dynamiques commerciales internationales. Notre plan permettra aux dites familles et industries de mieux s'adapter.

Nous ferons toujours preuve de transparence lorsqu'il s'agira de surveiller et de rendre compte de l'ensemble des revenus découlant du plafonnement/échange. Nous serons tout aussi scrupuleux lorsqu'il s'agira des réductions d'émissions des participants à la bourse du carbone, ou encore des réductions d'émissions rendues possibles par des initiatives financées par les revenus découlant du plafonnement/échange.

Grâce à notre plan, la ou le Commissaire à l'environnement retrouvera ses pleins pouvoirs et son indépendance. Le Bureau du Commissaire sera muni de pouvoirs de surveillance claires sur le programme de plafonnement/échange et sur les revenus qui en découlent, afin de s'assurer que nous maintenons le cap sur notre objectif, de sorte que nous atteignons les cibles de réduction fixées.

Les néo-démocrates reconnaissent que la tarification du carbone à elle seule ne saurait suffire, ni pour l'atteinte de nos cibles en matière de réduction des émissions, ni pour parvenir à notre objectif de bâtir une économie plus juste. La tarification du carbone doit être épaulée par d'autres mesures visant à réduire les émissions de GES, à améliorer notre environnement, et à appuyer une transition juste vers une économie à zéro émission.

Nous reconnaissons aussi que les Ontarien·nes qui vivent dans des communautés éloignées, rurales et du Nord, ainsi que celles et ceux qui travaillent dans des secteurs industriels ont disproportionnellement souffert de la tarification du carbone. Nous devons donc leur fournir l'appui financier dont ils ont besoin pour prospérer.

Changer notre façon de nous déplacer : transformer les transports

Énormément d'Ontarien·nes de partout dans la province font face à des congestions routières qui empirent ; faire la navette prend aussi de plus en plus de temps, et les systèmes de transport interrégional sont de piètre qualité. Tout cela est un obstacle au déplacement quotidien ainsi qu'à l'essor économique.

Les émissions dues aux transports ont connu une croissance sans précédent en Ontario. Les libéraux comme les conservateurs n'ont pas su faire fructifier de nouvelles occasions de développement pour l'exemplaire secteur automobile de l'Ontario, car ils ont investi trop peu, trop tard, dans les automobiles vertes de l'avenir. De manière chronique, lorsqu'il s'est agi d'infrastructures efficaces, de transports en commun fiables, ou de transport interurbain, les libéraux et les conservateurs ont sous-investi.

Un gouvernement NPD reconnaît les incroyables contributions de nos travailleurs et travailleuses de l'industrie automobile, et nous nous engageons à leur donner notre appui pour leur permettre de raffiner leurs compétences professionnelles et d'obtenir un emploi, à mesure que nous nous adaptons à une industrie plus verte.

Nous comprenons le besoin de transports en commun plus efficaces et mieux connectés, tant localement qu'au niveau interurbain. Nous ferons les investissements nécessaires pour appuyer les Ontarien·nes et les municipalités ontariennes.

Bâtir de meilleurs transports en commun

Pour trop d'Ontarien·nes, le transport en commun n'est pas disponible quand et où ils en ont besoin. Quant au service, il gagnerait vraiment à être plus fiable.

Le gouvernement conservateur précédent a coupé le financement provincial consacré au transport public municipal et aux services parallèles de transport adapté, et les libéraux se sont refusés à le rétablir.

Un gouvernement NPD bâtira de meilleures infrastructures de transport en commun à travers la province. Nous accorderons notre appui à des opérations de transport abordables et efficaces, que les gens auront vraiment envie d'utiliser.

Nous établirons des partenariats avec les municipalités pour réformer la structure de gouvernance de Metrolinx, afin que la planification en matière de transport soit transparente, que les services offerts soient véritablement coordonnés, et que les investissements soient régis par des preuves, de sorte que les fonds publics aillent appuyer les projets correspondant le mieux aux intérêts à long terme de la population – nos pas aux intérêts des lobbyistes ou des développeurs privés.

Nous prioriserons tout de suite l'amélioration des services offerts par le réseau ferroviaire régional GO, en faisant offrir un service aller-retour ininterrompu pendant la journée entre Kitchener-Waterloo et Toronto, et en élargissant le service quotidien à longueur d'année vers Bowmanville, Grimsby et Niagara.

Nous prendrons des mesures immédiates pour électrifier le réseau ferroviaire GO selon un programme accéléré, afin de remplacer les trains diesel polluants sur tous les trajets.

Nous rétablirons le financement provincial pour le transport en commun municipal et pour les services parallèles de transport adapté. Nous financerons les systèmes de transport municipaux à hauteur de 50 % de leurs coûts nets de fonctionnement et nous rendrons possibles sans tarder des améliorations de service, une multiplication des trajets, et une meilleure utilisation desdits transports.

Nous travaillerons avec les systèmes de transport municipaux pour rendre les tarifs plus abordables, pour examiner la questions des tarifs réduits pour les élèves, pour les étudiant·es, pour les seniors et pour les personnes à faible revenu. Nous collaborerons avec nos partenaires municipaux pour accomplir une intégration des tarifs juste et fluide entre différents systèmes et technologies de transport.

Nous collaborerons avec les municipalités pour électrifier, d'ici 2040, l'ensemble des parcs de véhicules relevant du transport en commun municipal.

Nous établirons un programme de subventions pour permettre aux municipalités de se procurer des véhicules de transport en commun électriques.

Nous continuerons d'appuyer les plans d'expansion municipaux déjà en vigueur.

Nous prioriserons l'accélération, voire le début des travaux pour des projets de transport en commun longuement attendus par la population.

Nous collaborerons avec les municipalités pour offrir des services de transport en commun à celles et ceux qui n'y ont pas accès actuellement.

Élargir le réseau de transport interrégional

Un système de transport interrégional abordable et facile à utiliser est essentiel. Le sont tout autant les options pour réduire les émissions dues aux transports et pour améliorer la vie dans les petites communautés, dans les communautés rurales et dans les communautés du Nord.

Un gouvernement NPD mettra en œuvre une Stratégie ferroviaire du Nord : celle-ci comprendra la remise en fonction du service ferroviaire pour les passagers Northlander et l'appui aux services ferroviaires Huron Central et Algoma Central.

En collaborant avec des partenaires municipaux et de l'industrie, nous explorerons les améliorations à apporter au transport interrégional du Nord-Est pour remplir le vide laissé par le départ du Greyhound.

Nous développerons une Stratégie de transport interrégional pour le Sud-Ouest, pour mieux connecter les communautés du Centre et du Sud de la province.

Appuyer la transition vers des véhicules à zéro émission

La transition vers une économie à zéro émission exige que l'on se départe des véhicules équipés de moteurs à combustion interne pour nous acheminer vers les véhicules à zéro émission (VZE).

Doug Ford a coupé le Programme incitatif pour l'achat de véhicules électriques et à hydrogène, faisant chuter les ventes de VZE en Ontario de plus de 50 %.

Un gouvernement NPD mettra en œuvre une Stratégie VZE raisonnée et exhaustive, qui comprendra les éléments suivants :

- Établir des cibles pour la vente de VZE à l'échelle de la province : 15 % d'ici 2025, 45 % d'ici 2030, et 100 % d'ici 2035
- Offrir des incitatifs attrayants aux Ontarien·nes qui achètent des VZE, à l'exclusion des véhicules de luxe mais avec une préférence accordée aux véhicules fabriqués au Canada
- Promouvoir l'approvisionnement gouvernemental en VZE fabriqués au Canada, avec pour but d'électrifier complètement le parc de véhicules gouvernementaux d'ici 2030

- Appuyer et encourager l'audace en innovation, en explorant les possibilités d'approvisionnement et de diversification des chaînes d'approvisionnement à l'échelle des ministères
- Investir dans une infrastructure provinciale de bornes de recharge pour les VZE
- Offrir une dépréciation accélérée des investissements en VZE pour les consommateurs commerciaux et industriels
- Explorer des incitatifs financiers qui rendraient avantageux pour les usines ontariennes de transformer leur équipement afin de produire des VZE
- Offrir à chaque ménage 600 dollars comme contribution au prix d'installation, à la maison, d'une borne de recharge pour les VÉ, et exiger que les maisons nouvellement bâties soient équipées d'une telle installation
- Bâtir des bornes de recharge sur les propriétés parapubliques, y compris en remplaçant celles des stations ferroviaires GO, que le gouvernement Ford a fait arracher. Nous collaborerons avec les municipalités et avec les partenaires intéressés du secteur privé pour bâtir des bornes de chargement dans l'enceinte des lieux de travail et le long des routes, dans chaque région de la province.

Appuyer la transportation active

Dès notre premier mandat, un gouvernement NPD demandera aux municipalités de se doter de plans de transportation active qui prennent en compte explicitement les besoins des piétons, des cyclistes et des usagers vulnérables des routes.

Nous aiderons les municipalités en mettant sur pied un programme de subventions pour financer des projets allant dans cette direction.

Tous les nouveaux développements, résidentiels comme non-résidentiels, auront l'obligation de prendre en compte la transportation active, et ce, dès le stade de planification des développements prévus. Les nouveaux bâtiments à logements multiples auront l'obligation de fournir un espace d'entreposage sécuritaire pour les bicyclettes. Cette obligation s'étend également à tous les développements ICI des zones urbaines.

Changer de sources d'énergie

Permettre à l'Ontario de parvenir à zéro émission veut dire que nous devons nous départir de notre dépendance aux énergies fossiles pour nous acheminer vers une électrification à faible teneur en carbone.

Doug Ford a annulé des projets d'énergie renouvelable et supprimé des initiatives de conservation de l'énergie. Sous son mandat, les émissions augmentent et, comme l'avait prévu la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE), elles vont empirer encore plus.

Les Ontarien·nes ont fait face à de factures d'électricité carrément punitives sous les libéraux, qui avaient privatisé Hydro One ; les choses ne vont pas mieux sous Doug Ford, qui a fait fi de sa promesse de réduire de 12 % les factures d'électricité, et dont la promesse de faire réécrire les contrats énergétiques n'aura pour résultat que des épargnes négligeables pour les Ontarien·nes. (La SIERE a rendu public un rapport montrant que cette promesse clé de la campagne de Doug Ford, faire réécrire les contrats d'hydro, n'aura pour effet qu'une réduction de 0,17 %.)

Tout retard supplémentaire dans la transition d'un système de transport et d'un système énergétique à base d'énergies fossiles à un système de transport et à un système énergétique à faibles émissions de carbone coûterait énormément aux Ontarien·nes. La Commission écofiscale a averti des coûts considérables associés à un retard dans la transformation des politiques. De fait, la Commission cite une étude de l'OCDE qui estime que « pour chaque investissement d'un dollar en énergie propre qui n'est pas fait avant 2020, des coûts de 4,3 \$ seraient requis entre 2021 et 2035 pour rattraper le retard et pour compenser l'augmentation des émissions. »

Un gouvernement NPD s'engagera à ramener en toute urgence le niveau des émissions issues de l'électricité aux niveaux de 2017, et à parvenir à zéro émission d'ici 2030.

Nous explorerons toutes les options pour nous assurer que l'énergie est abordable. Les mesures ainsi examinées comprendront les éléments suivants : élargir nos capacités énergétiques ; augmenter les sources d'énergie renouvelable intermittentes, y compris d'énergie solaire et éolienne ; créer plus de capacité d'emmagasinage énergétique en réseau ; des installations pour l'énergie solaire sur le toit des bâtiments, et des interconnexions de réseau massives avec le Québec et avec le Manitoba pour faciliter les importations énergétiques.

Le NPD de l'Ontario reconnaît que la conservation est la moins dispendieuse source d'électricité. Nous adopterons une planification énergétique priorisant la conservation.

Nous n'élargirons pas les capacités nucléaires de l'Ontario à moins que les problèmes liés au coût et à l'entreposage des déchets soient résolus.

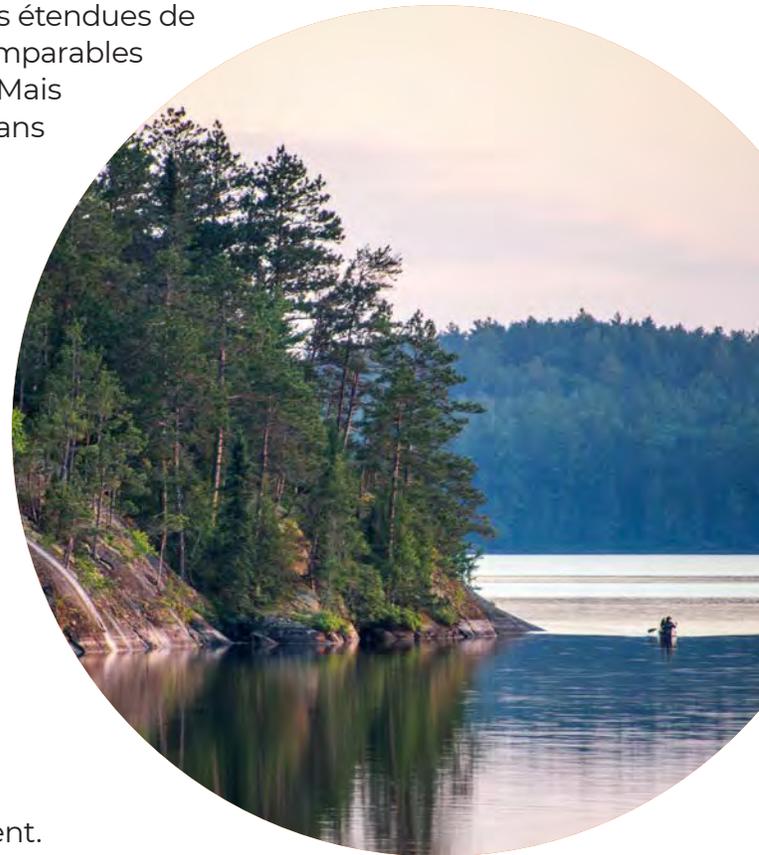
À l'heure qu'il est, l'Ontario subventionne les énergies fossiles à hauteur de 700 millions de dollars par an, et dépense entre 16 et 24 milliards de dollars chaque année en importations d'énergies fossiles. Nous procéderons à une réévaluation desdites subventions et importations, y compris pour ce qui touche au gaz naturel obtenu par fracturation hydraulique. Nous chercherons à développer des méthodes raisonnables pour réduire les importations d'énergies fossiles et pour acheminer l'argent ainsi épargné vers le développement de sources d'énergie sans émissions de GES. Voici plusieurs de ces méthodes : augmentation de la capacité électrique ; augmentation de la production de gaz naturel renouvelable ; production de biocarburants deuxième génération – y compris de l'éthanol cellulosique et du diesel synthétique obtenu par la gazéification de la biomasse.

Bien que certaines de ces sources consistent dans des cultures dédiées (maïs, blé, canola), il convient de signaler qu'une grande partie du potentiel de production d'énergie à travers la gazéification de la biomasse provient d'autres sources, y compris des déchets alimentaires municipaux et des résidus des secteurs industriel, agricole et forestier. Nous collaborerons avec ces partenaires, secteur agricole compris, pour appuyer une transition à des carburants à faible émission de telle sorte que cette transition verte ne mette pas en danger les emplois et le bien-être économique.

Protéger notre eau et nos espaces verts

À juste titre, les Ontarien·nes sont fiers de vastes étendues de forêt de la province, de ses terres agricoles incomparables et de ses abondantes ressources d'eau douce. Mais ces ressources sont de plus en plus à risque. Dans les cent dernières années, la province a perdu 73 % de ses habitats naturels, et cela comprend des forêts, des champs, des terres humides et des marais. Beaucoup d'espèces animales sont à risque. Parmi eux, les ours polaires sont au bord de l'extinction en Ontario.

Le programme anti-environnement de Doug Ford a augmenté le risque encouru par les espèces menacées et par leurs habitats. M. Ford a fait de nombreuses tentatives de couler du ciment sur la Ceinture verte. Il a privé les autorités en matière de conservation de leur pouvoir. Prenant pour prétexte la pandémie de COVID-19, son gouvernement a adopté des mesures législatives lui permettant de faire fi des protections environnementales comme de l'opinion publique en matière de développement.



En Ontario, 30 % des communautés des Premières Nations vivent avec des avis d'ébullition de l'eau. Pour de nombreuses communautés des Premières Nations, cette situation dure depuis des décennies.

Les gouvernements libéraux et conservateurs ont échoué dans leurs responsabilités : ils n'ont pas su assurer aux communautés autochtones l'accès à de l'eau potable propre.

Les gouvernements passés ont maintes fois renouvelé les permis autorisant les grandes compagnies d'embouteillage, dont Nestlé, à prélever des eaux provinciales. Cela a laissé les compagnies libres d'extraire jusqu'à l'eau des puits en temps de sécheresse, au détriment des Ontarien·nes qui vivent dans ces régions.

Pour le NPD, l'eau est un droit fondamental et un bien public. Jamais nous ne mettrons l'intérêt des compagnies au-dessus de l'intérêt des Ontarien·nes. Nous nous assurerons que chacun·e, en Ontario, a accès à de l'eau potable propre, à de l'eau propre pour des fins sanitaires et à de l'eau propre pour l'agriculture. Et nous entendons assurer la durabilité de cet accès.

Nous collaborerons avec les agricultrices et agriculteurs, avec les Peuples autochtones et avec les Ontarien·nes des zones rurales pour protéger et restaurer nos espaces naturels. Nous préserverons la beauté et les ressources naturelles de l'Ontario, nous respecterons et mobiliserons les savoirs traditionnels concernant la terre, et nous éliminerons et séquestrerons les émissions de GES – en réduisant ainsi progressivement leur concentration dans l'atmosphère.

Ces mesures ouvriront de nouveaux horizons économiques pour les Ontarien·nes du Nord et des régions rurales. Cela comprend les Peuples autochtones, ainsi que d'autres groupes à risque de perdre le plus, après en avoir bénéficié le moins, des conditions ayant mené à la crise climatique.

Un gouvernement néo-démocrate prendra les mesures suivantes :

- Augmenter la protection des parcs provinciaux et élargir l'accès à des espaces verts et à des parcs à travers l'Ontario, tout en protégeant les écosystèmes et la biodiversité
- Collaborer avec les autorités en matière de conservation, avec les compagnies d'assurances et avec les gouvernements municipaux à des fins d'une planification territoriale qui n'omette pas de prendre en compte les possibilités d'inondation
- Restaurer nos terres humides, nos forêts et notre végétation grâce aux efforts de nos Jeunes Brigades vertes
- Développer une Stratégie alimentaire provinciale pour promouvoir l'accès à des aliments sains et pour renforcer la résilience du secteur agro-alimentaire ontarien
- Développer une Stratégie provinciale pour l'eau, basée sur le principe que les décisions concernant l'eau doivent viser le bien public, et garantir l'accès public à des sources d'eau durables.

Notre Stratégie provinciale pour l'eau comprendra les mesures suivantes :

- Assurer la mise en application de Plans de protection des sources d'eau, afin que chaque Ontarien-ne ait un accès fiable à de l'eau potable propre, et pour en finir avec les avis d'ébullition
- Nettoyer le mercure du système de rivières English–Wabigoon et assurer le financement d'un centre consacré au traitement des affections dues au mercure, afin que les gens puissent recevoir les soins dont ils ont besoin, après des décennies d'empoisonnement au mercure
- Lancer une enquête transparente et publique du processus d'octroi de permis de prélèvement de l'eau, notamment pour ce qui concerne l'eau en bouteille, afin de s'assurer que lesdits permis contribuent à la stabilité à long terme, à l'usage public, et à une bonne gestion des bassins hydrographiques de la province
- Établir un inventaire de l'eau, qui comprenne la comptabilisation de l'usage et du retour
- S'assurer que les communautés ont l'eau dont elles ont besoin pour la croissance
- S'assurer que le Plan à long terme concernant l'usage de l'eau prend en compte les besoins actuels et futurs ; s'assurer que l'usage de l'eau est durable.
- Collaborer avec les Autochtones pour s'assurer que les territoires et les sources d'alimentation traditionnels sont bien gérés et protégés
- Travailler avec les membres de la communauté d'agricultrices et agriculteurs de l'Ontario, afin de maximiser leur potentiel de custodes de la terre, de celles et ceux qui nourrissent l'Ontario et qui, puisqu'il le faut, savent séquestrer les émissions de carbone
- Prolonger la Ceinture verte et travailler de concert avec les agriculteurs, les agricultrices et les leaders municipaux pour protéger les terres agricoles ontariennes face à la cupidité des spéculateurs fonciers

Réduire le gaspillage

Les Ontarien·nes sont pleinement conscientisé·es en matière de réacheminement des déchets ménagers pour éviter qu'ils ne fassent déborder les décharges.

Et pourtant, les industries de notre province continuent de produire de grandes quantités de déchets chaque année. Et ces quantités ne font qu'augmenter. Ces déchets – responsables de 4 % des émissions totales de l'Ontario – remplissent à ras bord nos décharges, engorgent nos systèmes de recyclage et de compostage, polluent nos rues, nos voies navigable et nos écosystèmes.

Si actuellement ces déchets produisent 4 % des émissions totales de l'Ontario, ce chiffre augmente rapidement. Il nous faut donc réacheminer plus de déchets, pour qu'ils ne fassent plus déborder nos décharges, et afin de réduire les émissions dues aux déchets, notamment du méthane.

Un gouvernement NPD de l'Ontario s'assurera que les grands producteurs industriels assument leur responsabilité pour ce qui est des déchets qu'ils produisent. Ainsi, d'ici 2024, nous ferons adopter une loi interdisant tout usage non-médical des plastiques à usage unique.

En travaillant en étroite collaboration avec les municipalités, avec les industries et avec *Stewardship Ontario*, nous établirons un modèle de réacheminement des déchets basé sur la responsabilité des producteurs. Ensemble, nous améliorerons le réacheminement des déchets des immeubles multirésidentiels, des lieux de travail et des endroits publics.

Nous travaillerons avec les municipalités pour parvenir à des normes plus élevées, intermunicipales, en matière de services et de matériel recyclable. Nous élargirons le nombre des municipalités fournissant des services de recyclage et de compostage, et nous travaillerons de concert avec l'industrie pour promouvoir une économie de biens réparables.

Nous lancerons sans tarder une campagne éducationnelle concernant le recyclage, le compostage, et la réduction de la consommation.

Un gouvernement NPD saura donner l'exemple : ainsi, nous développerons une stratégie robuste et exhaustive en matière de réacheminement des déchets du secteur public, en consultation avec les parties prenantes du secteur parapublic. Le but, à l'échelle de l'Ontario, c'est zéro déchets.

Protéger la santé des gens

La COVID-19 nous a montré l'impact énorme qu'une crise sanitaire peut avoir sur l'économie de l'Ontario, sur son système de santé, et sur le bien-être physique et mental de chacun·e d'entre nous, particulièrement de celles et ceux parmi nous qui sont plus vulnérables.



Malheureusement, la crise climatique a déjà des conséquences sur notre santé. Sans un changement de cap, l'impact du changement climatique posera d'autres risques, plus grands encore, pour la santé mentale et physique des Ontarien·nes, pour la stabilité de notre économie et pour le fonctionnement de notre système de santé.

Les éléments qui polluent l'air ont sur notre santé un impact direct et particulièrement grave : ils causent des affections respiratoires et cardiovasculaires, des maladies du cœur et des poumons et, tragiquement, des morts prématurées. La hausse des températures causera encore plus de vagues de chaleur à travers la province, avec les hospitalisations et les décès qui s'en suivent. Les enfants et les aînés sont particulièrement à risque.

Les études indiquent que la crise du climat accélérera la propagation des maladies à transmission vectorielle, dont la maladie de Lyme.

La crise du climat a déjà affecté la santé mentale de beaucoup d'Ontarien·nes, notamment parmi les jeunes. Il est clair que nous devons continuer de nous concentrer sur la question et prendre à bras le corps les solutions contre l'anxiété climatique.

D'ici 2050, les effets du changement climatique sur la santé pourraient coûter à chaque personne, en moyenne, 600 dollars de plus par année.

Nous devons réduire notre dépendance aux énergies fossiles, afin d'améliorer la qualité de l'air que nous respirons et, conséquemment, la santé publique.

En consultation avec les parties prenantes, nous appuierons, dans le domaine de la santé, des campagnes accessibles et pertinentes au point de vue culturel, afin de nous assurer que l'ensemble des Ontarien·nes disposent d'informations exactes et actualisées au sujet de la crise climatique et des risques pour la santé que représente la pollution de l'air et de l'eau.

Encourager la résilience face à la crise climatique

La température de notre planète a déjà augmenté de plus d'un degré Celsius.

Les gouvernement libéraux et conservateurs ont refusé de reconnaître la crise à laquelle font face les terres, la faune et l'économie de l'Ontario. Et ne l'ayant pas reconnue, conservateurs et libéraux n'ont rien fait non plus pour résoudre cette crise.

Un gouvernement NPD prendra des mesures immédiates pour éviter les pires conséquences de la crise climatique. À travers une planification attentive, et en fournissant les investissements nécessaires, nous encouragerons de manière effective la résilience climatique, en protégeant les habitats naturels et en rendant l'économie plus robuste à l'échelle de la province.

Prendre des mesures d'adaptation rapportera pour tou·tes les Ontarien·nes. La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie signale qu'une amélioration de la prévention des feux de forêts, du contrôle des parasites et d'autres organismes nuisibles, de la plantation d'arbres appartenant à des espèces résistantes aux aléas climatiques, tout cela générerait 38 \$ en bénéfices pour chaque dollar investi.

De telles mesures seront bénéfiques non seulement pour les milieux naturels ; elles contribueront aussi à créer de nouvelles perspectives économiques pour les Ontarien·nes vivant dans les zones rurales et du Nord, y compris pour les Autochtones et pour d'autres communauté qui risquent de perdre le plus, après en avoir bénéficié le moins, des conditions ayant mené à la crise climatique.

Ainsi, nous nous assurerons que les mesures pour encourager la résilience face à la crise climatique ouvrent de nouveaux horizons économiques pour les Autochtones, ainsi que pour les Ontarien·nes du Nord et des zones rurales.

Les inondations

Depuis plusieurs années, les personnes habitant dans les régions du Lac Ontario, de la rivière des Outaouais, et de la rivière Muskoka ont vu leurs maisons et leurs commerces subir d'horribles dommages à cause des pluies abondantes et des inondations de plus en plus intenses. Pendant ce temps, Doug Ford a coupé de moitié le financement des programmes de gestion des inondations.

Les inondations sont le danger naturel le plus fréquent et le plus coûteux au Canada. Le changement climatique rend ce problème encore plus grave.

Un gouvernement NPD travaillera avec les parties prenantes, dont le Bureau d'assurance du Canada, pour élaborer et mettre en application un Plan d'action provincial en cas d'inondation, qui comprendrait les mesures suivantes :

- Fournir des appuis aux gens qui déménagent des plaines d'inondation, et offrir des compensations aux personnes affectées
- Informer les Ontarien·nes au sujet des risques d'inondation, y compris en rendant obligatoire la divulgation des risques d'inondation dans les annonces immobilières
- Investir dans des systèmes de protection contre les inondations
- Permettre à tou·tes les Ontarien·nes d'avoir accès à des assurances abordables
- Cesser de construire sur les plaines d'inondation

Nous rétablirons le financement et les pouvoirs des autorités en matière de conservation, étant entendu qu'elles jouent un rôle vital dans la gestion et la prévention des inondations.

Les forêts

Les arbres et la végétations éliminent les GES de l'atmosphère tout en offrant un habitat à la faune, de la protection aux sols, et un sanctuaire aux humains.

Planter des arbres est l'une des méthodes les plus efficaces et les moins coûteuses pour séquestrer les émissions de carbone. Une étude de l'ONU a identifié le Canada comme ayant le troisième potentiel au monde en matière de plantation d'arbres. Les vastes étendues de l'Ontario et sa couverture boisée relativement restreinte placent notre province en bonne position pour être en première ligne des initiatives de plantation d'arbres.

Cependant, Doug Ford a supprimé un programme qui prévoyait de planter 50 millions d'arbres en Ontario.

Un gouvernement néo-démocrate ferait des investissements historiques dans l'afforestation, avec pour objectif la plantation d'un milliard d'arbres d'ici 2030. Ce projet pourrait, à lui seul, éliminer et séquestrer une quantité considérable de carbone, aidant l'Ontario à atteindre notre cible de zéro émission.

Pour accomplir cet objectif, nous établirons des partenariats avec des organismes à but non-lucratif, avec les Autochtones, avec les propriétaires fonciers, avec les entreprises privées, et avec d'autres échelons gouvernementaux.

Les incendies

L'Ontario est mondialement reconnu pour son expertise dans la gestion des feux de forêt. Les garde-feu de l'Ontario, dont beaucoup sont issus des Peuples autochtones, combattent les feux de forêts pas seulement à l'intérieur de nos frontières provinciales, mais ils offrent leur aide à d'autres provinces et territoires.

Les feux de forêt sont une des conséquences dangereuses du changement climatique. En 2019, les feux de forêt ont brûlé plus de 269 000 hectares rien qu'en Ontario. À mesure que la crise du climat empire, ce chiffre ne fera qu'augmenter, et les terres comme l'atmosphère en seront négativement affectées.

Sans une gestion adéquate des forêts, sans une protection contre les incendies, et sans expertise dans le domaine du combat contre les incendies, nous risquons de mettre en péril le progrès, le gagne-pain et la vie même des Ontariennes des régions rurales et du Nord.

Des forêts bien gérées veulent dire moins de feux de forêt. Un gouvernement NPD investira dans des programmes de gestion forestière, y compris en élargissant les surfaces gérées par les Autochtones.

Un gouvernement NPD donnera tout son appui à nos vaillants garde-feu, qui travaillent avec abnégation, en s'assurant que les ressources nécessaires pour assurer la sécurité de notre province sont toujours disponibles. Nous investirons dans des programmes de formation pour d'autres juridictions, de sorte que le monde puisse bénéficier de l'expertise ontarienne tout en contribuant à la création de nouveaux débouchés économiques pour les Autochtones et pour les personnes vivant au Nord de la province.

Autonomie gouvernementale des Autochtones en Ontario

L'adaptation au changement climatique exige une vérification continue, de même qu'une gestion et des appuis permanents, à la fois pour l'infrastructure naturelle et pour l'infrastructure urbaine.

Les néo-démocrates reconnaissent qu'une partie fondamentale de l'atteinte de nos buts communs, c'est de nous assurer que nous irons de l'avant en partenariat avec les Autochtones et en respectant la souveraineté autochtone. Inspiré-es par le Programme des gardiens autochtones initié au niveau fédéral, en dans l'esprit de la réconciliation, nous fournirions des investissements dans les régions protégées gérées par les Autochtones, et nous nous assurerions que les savoirs traditionnels sont incorporés dans toutes les décisions concernant la restauration et la préservation des espaces naturels que nous partageons.

La résilience à travers l'Ontario

Le développement d'une résilience face à la crise climatique ne saurait se limiter aux zones rurales.

Les infrastructures vétustes des zones urbaines de l'Ontario rendent les gens et les biens vulnérables face aux événements météorologiques extrêmes causés par le changement climatique.

Nous travaillerons avec les municipalités, en nous assurant que les autorités locales ont leur mot à dire lorsqu'il s'agit d'investir des fonds pour l'infrastructure. Nous financerons les projets de transport en commun à hauteur de 50 %, et nous rétablirons le financement du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario.

Nous reconnâtrons que l'internet à haute vitesse est un service essentiel ; nous investirons dans l'élargissement du réseau à haute vitesse à l'échelle de la province, et nous désignerons l'année 2030 comme date butoir pour rendre l'internet à haute vitesse disponible à tout un chacun.

Nous travaillerons pour protéger et pour prolonger la Ceinture verte.

Les néo-démocrates s'assureront que toute augmentation dans la récolte des arbres est durable.

Nous mettrons en place un Test de résistance climatique applicable à toute infrastructure provinciale existante ou à l'état de projet. Nous ferons des investissements historiques en réparations et en remplacements, afin de libérer l'Ontario de son déficit en infrastructure et pour assurer la sécurité de nos immeubles, de nos ponts et de nos installations énergétiques.

Nous userons des pouvoirs d'achat provinciaux pour inciter les fournisseurs à agir pour le climat. Nous évaluerons les coûts de la nourriture et des services fournis, ainsi que leur contribution à la réduction des émissions de GES.

Conclusion

À cause de la COVID-19, les Ontarien·nes ont dû faire face à des défis sans précédent. Mais les Ontarien·nes ont su faire preuve d'une résilience formidable devant les immenses menaces pesant sur notre santé et sur notre économie.

La dévastation semée par la COVID-19 et la menace incomparable qu'est la crise climatique ont rendu palpable le besoin de changer de manière significative nos façons de vivre, de nous déplacer et de bâtir. Nous devons nous tenir ensemble, nous mobiliser toutes et tous pour saisir cette occasion historique, et l'employer pour nous acheminer vers une économie plus propre, plus saine et plus durable, tout en luttant contre le racisme et contre l'iniquité qui sévissent depuis longtemps dans notre société.

Oui, l'avenir peut être plein d'espoir.

Nous devons prendre des mesures absolument essentielles pour bâtir un Ontario prospère, durable et juste, avec des emplois sûrs et payants disponibles pour tou·tes, maximisant ainsi l'équité et sans que personne soit laissé pour compte.

Un gouvernement du NPD de l'Ontario saura stimuler l'incroyable inventivité et l'incomparable dynamisme des Ontarien·nes. Ensemble, nous bâtirons un avenir beaucoup plus sain, beaucoup plus propre, beaucoup plus juste, afin de garantir la prospérité de la province pour des générations à venir.